

## ARCEP

**Projet de décision de l'ARCEP sur les processus techniques et opérationnels de la mutualisation des réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique**

Consultation publique de l'Autorité



## Sommaire

<b>1. Echanges d'informations dans le cadre des déploiements de réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique .....</b>	<b>1</b>
1.1. Question 1 .....	1
1.2. Question 2 .....	1
<b>2. Processus de mise à disposition des informations relatives à l'infrastructure du réseau mutualisé.....</b>	<b>3</b>
2.1. Question 3 .....	3
2.2. Question 4 .....	3
2.3. Remarques .....	4
<b>3. Processus de commande d'accès à une ligne en fibre optique et responsabilité de l'opérateur d'immeuble.....</b>	<b>5</b>
3.1. Question 5 .....	5
3.2. Question 6 .....	5
3.3. Remarques .....	5
<b>4. Outil d'aide à la prise de commande (Annexe 6).....</b>	<b>6</b>
4.1. Question 7 .....	6

# 1. Echanges d'informations dans le cadre des déploiements de réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique

## 1.1. Question 1

*« La durée proposée de conservation de l'historique des modifications successives des informations mises à disposition vous semble-t-elle pertinente ? »*

La durée de conservation de l'historique des modifications successives des informations mises à disposition nous semble toujours trop longue. Concernant les données nécessaires à la fourniture des KPI à l'Autorité, le fait que les OC apportent une vue contradictoire, une confrontation pour corriger les calculs le cas échéant dès détection d'un problème nous semble plus adaptée à une conservation de données qui ne représente pas de grand intérêt opérationnel et qui s'avèrerait coûteuse d'un point de vue développement et système.

Concernant les informations dont les modifications impliqueront une notification, garder les 2 dernières valeurs nous semble suffisant. En phase de construction certaines informations peuvent être modifiées du fait de la prise en main du territoire sans que la conservation de chaque information n'ait un intérêt pour l'exploitation et la commercialisation qui suivra une fois les infrastructures mises à disposition.

## 1.2. Question 2

*« Les précisions que l'Autorité souhaite apporter sur le contenu des offres d'accès publiques appellent-elles des remarques de votre part (cf. partie 2.3) ? L'Autorité souhaiterait notamment recueillir les remarques des opérateurs sur les modalités de contrôle de l'efficacité opérationnelle sur le traitement des commandes d'accès proposées »*

Concernant les conditions générales et particulières de notre offre ainsi que les spécifications techniques d'accès au service, ces documents sont déjà publiés. En revanche, nous considérons que les annexes décrivant de manière précises et détaillées les processus, interfaces et protocoles d'accès au SI restent à diffuser sur demande aux opérateurs en accord avec les conditions générales et particulières de vente. Les documents publiés précités contiennent un niveau de détail suffisant à la prise de décision d'un opérateur commercial qui serait intéressé par les réseaux opérés par Axione.

Concernant les SLA, il nous semble important de ne pas négliger les complications à fournir une route optique sur un réseau historique construit avant la normalisation du FTTH, des process et des interfaces SI associés. Le délai prévu par l'Autorité nous semble pertinent sur un réseau dont l'ingénierie et le déploiement ont été réalisés après la normalisation du FTTH mais pas forcément tenable à court terme sur un réseau plus ancien. Il ne faut pas négliger le temps nécessaire à la reprise d'un réseau historique et à sa mise en conformité avec les normes actuelles d'un point de vue terrain et SI.

De plus, il est nécessaire que les conditions d'application des SLA soient décrites dans les contrats. Par exemple, nous demandons à nos opérateurs commerciaux de nous communiquer un nombre prévisionnel de commandes afin de dimensionner efficacement nos systèmes et nos équipes.

De plus, à partir du moment où l'opérateur d'immeuble s'engage sur des délais de traitement, il nous semble nécessaire qu'il y ait un engagement de l'opérateur commercial sur le respect de ses prévisions ainsi que des processus et protocoles d'interfaces mis à sa disposition ainsi que des pénalités associées.

Concernant le calcul des SLA, il ne se fera que sur les données réelles qui ne sont pas nécessairement les données envoyées. En effet, il arrive fréquemment qu'une commande arrive sur une ligne existante alors qu'il s'agit d'une ligne à construire ou vice et versa.

Les délais pris en compte dans les SLA doivent à notre sens être en jours ouvrés et non en jours calendaires. Si l'Autorité souhaite que la mesure soit la même pour les IPC et les SLA/SLG, il nous semble préférable de passer les IPC en jours ouvrés. Nous ne nous opposerons pas à ce type de modification pour les IPC.

## 2. Processus de mise à disposition des informations relatives à l'infrastructure du réseau mutualisé

### 2.1. Question 3

*« Les opérateurs sont invités à faire part de leurs remarques concernant les précisions apportées par l'Autorité sur le processus de consultation préalable aux déploiements prévu par la décision n° 2010-1312 ? Le délai minimal de 30 jours calendaires proposé, éventuellement prolongeable pour une durée supplémentaire n'excédant pas 15 jours à la demande de l'une des personnes consultées, vous semble-t-il approprié ? A quelle maille estimez-vous nécessaire la fourniture de données relatives au nombre prévisionnel de logements ou locaux à usage professionnel raccordables année par année ? »*

Le délai de 30 jours nous semble effectivement plus raisonnable étant donné que la plupart des consultations préalables émises en zone moins dense à ce jour n'ont pas fait l'objet de retours. La prolongation de 15 jours de durée supplémentaire est un bon compromis sur le papier à partir du moment où la prolongation est dûment justifiée. Cependant, opérationnellement, cette prolongation génère une incertitude sur l'organisation des travaux jusqu'au dernier moment. Le gel est déjà pénalisant dans le planning global de déploiement FTTH. Il serait donc préférable que les acteurs intéressés fasse en sorte d'adresser leurs réponses dans la période de 30 jours.

Concernant la maille de la consultation préalable, il nous semble important de ne pas la faire correspondre à la maille de l'appel au cofinancement. En effet, compte tenu des contraintes posées pour la consultation préalable et du délai de construction, il nous semble important qu'un appel au cofinancement puisse porter sur plusieurs mailles de consultation préalables. Ainsi, un cofinancement pourrait se faire sur une communauté de commune pour laquelle seront émises plusieurs consultations préalables : par exemple, une consultation préalable par commune. En effet, les études peuvent être échelonnées dans le temps et le planning prévisionnel de chaque consultation préalable sera ainsi un sous-ensemble du planning prévisionnel de la zone de cofinancement transmis dans l'appel au cofinancement. Il est envisageable de découper le planning prévisionnel de la zone par maille de consultation préalable en plus de la maille à la commune, si la maille de consultation préalable n'est pas la commune.

### 2.2. Question 4

*« L'ensemble du processus de consultations préalables aux déploiements décrit précédemment répond-t-il selon vous aux objectifs poursuivis par l'Autorité ? Avez-vous des remarques concernant les informations spécifiques destinées à améliorer le niveau d'informations des opérateurs tiers dans le cadre du processus de cofinancement ? Les informations demandées vous paraissent-elles adaptées et suffisantes ? »*

Il nous semble intéressant d'envisager un gel du déploiement sur réémission de la consultation préalable uniquement sur la partie modifiée significativement. Ainsi, si seul un des PM est modifié, il nous paraît plus pertinent de n'appliquer le gel que sur cette sous-partie de la maille de consultation préalable.

Pas de remarques supplémentaires.

## 2.3. Remarques

Nous continuons à penser que les informations relatives au PBO ne devraient être communiquées qu'au moment de la route optique. L'information importante pour l'opérateur commercial est bien la raccordabilité de l'adresse et les contraintes potentielles de raccordement. La référence du PBO n'a aucun intérêt. L'information sur les contraintes potentielles de raccordement donne déjà une indication sur sa localisation. Il nous semble donc que la publication des informations sur cet élément de réseau favorise l'anticipation des raccordements et fragilise la qualité du référentiel de l'OI. Une telle pratique est difficile à prouver. L'idéal nous semble donc être d'éviter de la favoriser.

### 3. Processus de commande d'accès à une ligne en fibre optique et responsabilité de l'opérateur d'immeuble

#### 3.1. Question 5

*« Les opérateurs sont invités à faire part de leurs remarques concernant les délais envisagés pour la mise en œuvre de la présente décision ? »*

Les délais envisagés par le présent projet de décision sont les suivants :

- 6 mois : mise en place du processus de consultations préalables, publication de l'offre d'accès aux lignes, mesures de non-discrimination (indicateurs de performance, délais de prévenance, niveaux de performance et pénalités) et à certaines dispositions relatives au processus de commande d'accès
- 18 mois : principes et processus de mise à disposition de l'information à la maille de l'immeuble, processus de mise à disposition des informations relatives aux éléments du réseau mutualisé et certaines décisions relatives au processus de la commande d'accès
- 12 mois : outil d'aide à la prise de commande

Compte tenu des impacts, ces délais sont plus raisonnables que les précédents. Le planning fixé reste cependant très tendu et ne permettra de fait que très peu d'évolutions fonctionnelles et opérationnelles pendant les 18 mois qui suivront la publication au Journal Officiel de la décision par l'Autorité.

#### 3.2. Question 6

*« Les modalités de suivi par l'Autorité de la bonne mise en œuvre de la décision vous paraissent-elles adaptées ? »*

Les modalités impliquant un compte-rendu d'avancement à chaque jalon nous semblent adaptées.

#### 3.3. Remarques

Nous continuons à penser qu'il est préférable de ne pas traiter de commande avant une date commune à l'ensemble des opérateurs commerciaux. Nous n'enverrons donc pas de CR de commande d'accès avant la date d'ouverture commerciale pour assumer la responsabilité de non mise en service des accès avant cette date qui incombe à l'opérateur d'immeuble. De plus, ne pas envoyer de CR de commande d'accès sur une commande transmise en amont de l'ouverture commerciale pénaliserait nos indicateurs. Le fait d'autoriser la commande en amont de cette date et surtout l'émission d'un CR de commande et donc d'une route optique nous semble également favoriser la mise en service des accès sans pour autant être en mesure de le contrôler.

## 4. Outil d'aide à la prise de commande (Annexe 6)

### 4.1. Question 7

*« La liste des informations devant être mises à disposition dans l'outil d'aide à la prise de commande à la maille du local vous paraît-elle pertinente ?*

L'outil d'aide à la décision en cours de mise en œuvre chez les différents opérateurs répond au besoin exprimé par les opérateurs commerciaux. Nous restons dubitatifs quant à la nécessité d'enrichir cet outil avec les informations demandées par l'Autorité dans son projet de décision.

En effet, l'outil d'aide à la prise de commande n'a pas à référencer des lignes qui ne sont pas raccordables et pour lesquelles l'adresse n'a pas été mise à disposition. L'apparition de l'information au moment de la mise à disposition est suffisante et ce d'autant plus que l'ouverture commerciale n'aura lieu que 1 à 3 mois plus tard.

Les opérateurs commerciaux ont souhaité en 2013 supprimer la notion d'éligibilité ou notion de commercialisation de l'outil d'aide à la prise de commande. Nous ne pensons donc pas que cette information soit nécessaire.

Concernant les lignes construites pour lesquelles la continuité a été rompue, nous ne sommes pas favorables à référencer des incidents dans un outil d'aide à la prise de commande. En effet, si l'opérateur d'immeuble est informé que la continuité optique d'une ligne a été rompue, l'information lui sera remontée via un incident qui engendrera une maintenance et donc une correction du défaut. Le SAV n'a pas de lien avec la prise de commande. Ainsi une ligne qui a été construite à un moment donné reste affichée comme construite indépendamment de tout incident.

Nous ne sommes pas non plus favorables à communiquer les informations précises sur le point de branchement optique. Le CR MAD PM précise déjà pour chaque adresse l'information suffisante à l'anticipation de complication dans le raccordement (besoin de nacelle par exemple). Les informations sur le PBO ne devraient être communiquées à l'opérateur commercial qu'au moment de la transmission de la route optique. Il ne faut pas négliger les risques d'anticipation de raccordement si la référence PBO et sa localisation sont communiquées en amont de la commande. De plus, le PBO n'est pas toujours pré-affecté à un logement particulier en habitat collectif. L'information pourrait dans ce genre de cas être statistique et donc erronée.

Nous ne sommes pas sûrs de l'intérêt de communiquer le code de l'opérateur d'immeuble dans l'outil. L'information est déjà connue des deux parties en amont de l'utilisation d'un tel outil.

La relation PM-PRDM est déjà précisée en amont et n'a rien à voir avec la commande d'accès elle-même. Le rajout du PRDM et de l'identifiant du lien ne nous semble donc pas nécessaire à ce stade.

A date, les opérateurs ont choisi de ne pas faire figurer les informations textuelles de l'adresse mais de communiquer d'avantage via des codes : hexaclé, triplet hexaclé voie-numéro de voie et complément éventuel, quadruplet rivoli, insee, numéro de voie et complément éventuel, identifiant immeuble, coordonnées géographiques ou référence PTO. Ce besoin n'a jamais été remonté par les opérateurs commerciaux au sein du Groupe Interop'Fibre. Nous nous interrogeons donc sur l'intérêt d'une telle information qui n'est pas exploitée par les SI car trop variable d'un acteur à l'autre.

Nous n'avons pas de remarques particulières sur le reste des informations demandées par l'Autorité.

L'outil d'aide à la prise de commande n'a pas vocation à être mis à disposition de l'occupant du logement. En effet, la publication des PTO présentes sur un étage à un abonné potentiel fait courir un risque non négligeable d'écrasement à tort si l'abonné ne communique pas la référence réellement présente dans son logement.







**Axione**  
132 boulevard Camélinat  
92240 Malakoff  
Tél.: 01 72 33 93 00

